



UvA-DARE (Digital Academic Repository)

Le Global Civil Society Yearbook: histoire d'un projet collectif

Glasius, M.; Kaldor, M.; Anheier, H.

Publication date

2009

Document Version

Final published version

Published in

La société civile mondiale à l'épreuve du réel

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

Glasius, M., Kaldor, M., & Anheier, H. (2009). Le Global Civil Society Yearbook: histoire d'un projet collectif. In M. Vielajus, & M. L. Bouguerra (Eds.), *La société civile mondiale à l'épreuve du réel* (pp. 21-28). Editions Charles Léopold Mayer.
http://docs.eclm.fr/pdf_livre/336SocieteCivileMondiale.pdf

General rights

It is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), other than for strictly personal, individual use, unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

Disclaimer/Complaints regulations

If you believe that digital publication of certain material infringes any of your rights or (privacy) interests, please let the Library know, stating your reasons. In case of a legitimate complaint, the Library will make the material inaccessible and/or remove it from the website. Please Ask the Library: <https://uba.uva.nl/en/contact>, or a letter to: Library of the University of Amsterdam, Secretariat, Singel 425, 1012 WP Amsterdam, The Netherlands. You will be contacted as soon as possible.

Sous la direction de Martin Vielajus
Avec le concours de Mohamed Larbi Bouguerra

La société civile mondiale à l'épreuve du réel

*Textes anglais traduits par Sylvain Fournel
et Mohamed Larbi Bouguerra*

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin Paris (France)

Sommaire

| | |
|---|-----|
| Introduction | 11 |
| Le <i>Global Civil Society Yearbook</i> – Histoire d'un projet collectif | 21 |
| Première partie : La mondialisation de la contestation politique | 29 |
| 1. Les nouvelles armes de la contestation dans les régimes illibéraux | 31 |
| 2. Les limites de la subversion à l'âge de l'intégration mondiale | 85 |
| Deuxième partie : Les combats paysans | 103 |
| 1. Réseaux et mouvements transnationaux de paysans et d'agriculteurs | 105 |
| 2. S'unir pour promouvoir un développement durable des agricultures | 161 |
| Troisième partie : Les batailles de l'eau | 175 |
| 1. L'eau : enjeux et controverses à l'échelle mondiale | 177 |
| 2. L'eau : bien commun ou valeur économique ? | 231 |
| Quatrième partie : L'imbroglio pétrolier | 245 |
| 1. Pétrole et militantisme | 247 |
| 2. Inventer la société de l'après-pétrole : vers une action des ONG plus concertée | 273 |

| | |
|---|------------|
| Cinquième partie : ONG et fondations : l'heure des comptes . | 287 |
| 1. La redevabilité dans un contexte de mondialisation : le cas des ONG et fondations internationales | 289 |
| 2. Le principe de redevabilité en question : l'expérience d'une fondation à vocation internationale | 323 |
| Les auteurs | 335 |

Le *Global Civil Society Yearbook* Histoire d'un projet collectif

*Par Marlies Glasius, Mary Kaldor
et Helmut Anheier*

Traduit de l'anglais par Sylvain Fournel.

Ceci est la toute première édition en français du *Global Civil Society Yearbook*. Nous en saluons la parution comme une occasion de présenter aux lecteurs francophones les idées et les connaissances accumulées au fil d'un projet qui, désormais, a près de dix ans d'existence. Nous y voyons également l'opportunité d'engager un dialogue avec plusieurs chercheurs francophones qui, ayant lu certains articles tirés des précédentes éditions du *Yearbook*, y ont adjoint leurs commentaires avisés.

Genèse du projet

Lors de son lancement en 2000 à la London School of Economics (LSE), le programme *Global Civil Society* avait pour principal objet de créer un « îlot de sens » autour du concept de société civile mondiale, en s'efforçant de circonscrire celui-ci de manière à la fois théorique et empirique. Comme le soulignaient les directeurs de la toute première édition du *Yearbook*, les interprétations qui pouvaient être données de l'expression « société civile », de

l'adjectif « mondial » et de la réunion de ces deux termes étaient en effet très divergentes.

Il s'agissait alors de montrer qu'à la différence de concepts tels que l'« État », le « marché » ou même la « société civile », l'expression de « société civile mondiale » correspondait à un phénomène neuf se manifestant par-delà les différents contextes locaux, nationaux ou régionaux mais qu'en même temps, les caractéristiques et les propriétés de ce phénomène restaient à définir. Aujourd'hui encore, le débat sur ces questions se poursuit. Pour certains, la société civile mondiale est avant tout affaire de participation des citoyens aux débats concernant les questions planétaires et de mobilisation collective au service de l'intérêt commun dans un monde qui ne se définit plus en référence à des territoires. Considérée sous ce rapport, la société civile pourrait être cette incarnation d'une conscience mondiale en gestation et d'un espace en voie de se constituer autour de valeurs et d'idées communes. D'autres, à l'inverse, regardent la société civile mondiale comme un phénomène plein de bruit et de fureur, un enchevêtrement d'organisations rivales dépourvues de légitimité et ne rendant compte à personne de leur action. Il n'est pas enfin jusqu'à l'influence et la portée de ce phénomène en perpétuel changement qui ne soit l'objet de vigoureux débats.

Dès l'édition 2001 du *Global Civil Society Yearbook*, il était ainsi rappelé que la notion de société civile mondiale demeurait un « concept flou et controversé ». Le but n'a certes jamais été d'en élaborer une définition univoque. Bien au contraire, son ambiguïté même doit être vue comme une opportunité – d'explorations, d'analyses et de débats – pouvant permettre une meilleure compréhension de cette notion et de la réalité qu'elle recouvre. L'idée était d'appréhender le processus connu sous le nom de « mondialisation » en se plaçant du point de vue des individus, hommes et femmes. Les directeurs de rédaction du *Yearbook* rejetaient par là l'idée selon laquelle la mondialisation serait un processus abstrait résultant du seul jeu de forces économiques et sociales

désincarnées. Ils entendaient à l'inverse insister sur le fait que les êtres humains en sont bel et bien les agents. Ils souhaitaient aussi souligner le rôle qu'ils jouent, pour le meilleur et pour le pire, grâce aux alliances qu'ils bâtissent et aux actions et stratégies qu'ils adoptent, favorisant l'intégration autant que la fragmentation, l'homogénéisation autant que la diversification. Autrement dit, le programme *Global Civil Society* se voulait un outil pour penser ce qu'on pourrait appeler la « politique mondiale vue d'en bas ».

Ce programme de recherche s'est développé à l'initiative des Professeurs Mary Kaldor et Helmut Anheier. Membres de centres de recherches différents au sein de la LSE, ils partagent cependant cette conviction que la mondialisation et les évolutions de la société civile appellent d'urgence une approche alternative à celle de la science politique traditionnelle. Il convient en particulier de s'affranchir de ces attendus méthodologiques des sciences sociales d'après lesquels le monde devait être pensé en termes d'États-nations.

S'il a débuté à la LSE, le projet n'en a pas moins eu dès l'origine une dimension mondiale. Et bien qu'anglophone, il entendait ne pas être anglo-saxon. Les éditions successives du *Yearbook* ont été réalisées en collaboration avec un grand nombre d'institutions universitaires, parmi lesquelles l'université du Caire, le Centre d'études sur la société civile de l'Université de Californie à Los Angeles, l'Institut Tata des sciences sociales de Mumbai, l'école de communication Annenberg de l'université de Pennsylvanie, l'Institut Fernando Henrique Cardoso au Brésil et le Centre pour l'investissement social de l'université de Heidelberg. Y ont également contribué un grand nombre de militants, d'ONG et d'autres organisations de la société civile. Si bien qu'au final, les auteurs sont issus des quatre coins du monde. Telle était d'ailleurs bien l'idée à l'origine du *Yearbook* que de constituer un processus ouvert aux ONG et aux militants, appelés à y participer en

tant qu'utilisateurs, conseillers, contributeurs, réviseurs et lecteurs – comme le firent, pour n'en citer que quelques-uns, Amnesty International, Jubilé 2000, International Alert, les organisations Action Aid et Sappho for Equality à Calcutta, le Centre sur les droits au logement et les expulsions (COHRE) de Pietermaritzburg, l'association MWENGO à Harare ou l'Institut Aizhixing d'éducation à la santé de Pékin.

Qui plus est, le *Yearbook* a d'ores et déjà été traduit dans plusieurs langues, notamment en coréen, en hongrois et en espagnol, tandis qu'une édition en arabe est en préparation, qui, tout comme la présente édition française, comprendra à la fois des articles traduits et des contributions nouvelles.

Le modèle que les directeurs de publication du *Yearbook* avaient en tête à l'origine était celui du Rapport sur le développement humain (RDH). Il y a cependant, de l'un à l'autre, des différences notables. N'étant pas un document des Nations unies, mais une publication universitaire, le *Yearbook* n'est pas tenu de fondre en un unique message les opinions de ses différents auteurs. Ceux-ci restent libres d'argumenter, de se rejoindre ou de se contredire les uns et les autres, le cas échéant au sein d'un même article écrit à plusieurs mains. Cette position ne fait jamais que refléter la manière dont nous concevons la société civile mondiale, comme processus de délibération et de débat.

Un autre présupposé qui a présidé à la création du programme *Global Civil Society* est que les universitaires, loin de devoir se cantonner à leurs chères études, possèdent nécessairement une opinion engagée qu'il leur est possible d'exprimer publiquement en tant qu'intellectuels, mais aussi lorsqu'ils entrent en discussion et en interaction avec certains praticiens. En faisant cela, ils contribuent d'ailleurs à la formation d'une société civile mondiale. Explorer en pionniers les arcanes de la société civile mondiale consistait en définitive à reconnaître que celle-ci participait de ce qu'Anthony Giddens, alors président de la LSE, avait qualifié de

« développement parmi les plus décisifs et remarquables du monde contemporain ».

Le programme *Global Civil Society* depuis dix ans

En 2001, la première édition du *Yearbook* était sur le point d'être présentée aux Nations unies, à New York, quand deux avions percutèrent et détruisirent le World Trade Center. Ces attaques, ainsi que la réponse du gouvernement américain, modifièrent en profondeur le contexte politique dans lequel s'inscrit l'action de la société civile mondiale. Le champ de ce que pourrait être une société mondiale véritablement *civile* s'est en particulier trouvé réduit. En Occident et dans le monde musulman, le sectarisme et l'ostracisme ont investi le discours des responsables gouvernementaux *autant* que celui de la société civile. Dans le même temps cependant, une kyrielle d'initiatives ont été conduites au sein de la société civile mondiale, avec pour but de nouer des liens et d'engager, par-delà les lignes de fracture, des débats constructifs. Le terrorisme et la xénophobie ne sont certes pas près de disparaître, mais nous avons désormais suffisamment de recul depuis le 11 Septembre pour nous risquer à conclure qu'aucun d'eux ne viendra à bout de la société civile mondiale.

La première édition du *Yearbook* s'attachait à retracer l'augmentation considérable du nombre d'ONG internationales au cours des années 1990, tout en soulignant la façon dont ces organisations se retrouvaient principalement, et par ordre décroissant d'adhérents, en Europe de l'Ouest, en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Europe centrale. Nous entendions souligner cependant que la société civile mondiale n'était en rien réductible aux seules ONG. En proposant une analyse des contre-sommets mondiaux, en fournissant une chronologie mondiale des événements et en se fondant sur tout un éventail de données, cette édition du *Yearbook* ambitionnait, au contraire, d'englober cette infinité d'activités qu'on baptise du nom de « société civile

mondiale », sans exclure de notre définition les alliances et les idéologies nationalistes, fondamentalistes ou représentant telle ou telle des tendances « régressives » favorisées par la mondialisation. Le *Yearbook* n'en reste pas moins avant tout consacré aux débats sur la mondialisation elle-même, ainsi qu'à la recension des opinions ayant pu être exprimées sur différentes grandes questions, dont certaines – eau, pétrole, agriculture, régimes autoritaires – figurent dans la présente édition en français. Le champ des éditions successives du *Yearbook* se révèle très large à cet égard et s'étend aux questions économiques, aux affaires humanitaires, à la situation des droits de l'homme ou aux préoccupations environnementales. Si large d'ailleurs que le *Yearbook* en est venu à considérer la société civile mondiale non comme un phénomène dont l'intensité serait mesurable à l'activité des acteurs non étatiques, mais bien plutôt comme un écosystème au sein duquel s'élaborent les normes sociales, se débattent les questions d'intérêt planétaire et sont arrêtées les politiques mondiales.

Les éditions successives du *Yearbook* ont, en outre, permis de mettre en lumière la façon dont certaines critiques du néolibéralisme pouvaient prendre forme à l'échelle locale, être ensuite affinées dans les différentes enceintes de la société civile mondiale, et enfin culminer une fois reprises lors des Forums sociaux mondiaux. Il est incontestable que les mouvements altermondialistes et les idées portées par ces derniers sont parvenus à infiltrer, çà et là, le champ de la décision politique sur les questions relatives au commerce, à l'allègement de la dette ou à la conditionnalité des aides financières consenties aux pays en développement. La crise financière mondiale n'en menace pas moins aujourd'hui jusqu'à l'idée même de solidarité mondiale. Tout a beau indiquer que les conséquences à long terme de cette crise toucheront d'abord les pays du Sud, les médias et les responsables politiques occidentaux ne se sont pas moins montrés exclusivement préoccupés des banques et des propriétaires immobiliers des pays du Nord. Le moment apparaît comme jamais favorable à une réforme

d'ampleur du système économique mondial, et cependant les mouvements de la société civile qui plaident pour une telle réforme apparaissent ne plus occuper le centre de la scène publique internationale.

La société civile mondiale parvenue à maturité

Au terme de huit années d'existence, ponctuées par la parution de huit éditions du *Yearbook*, le programme *Global Civil Society* peut se targuer d'avoir su créer un « îlot de sens » autour du concept de société civile mondiale. L'expression elle-même a d'ailleurs infusé les discours publics. En 2003, le *New York Times* a ainsi présenté les Forums sociaux européens et les manifestations contre la guerre en Irak comme constituant la « deuxième superpuissance » du monde. Le secrétaire d'État aux affaires étrangères britannique, David Miliband, ne disait pas autre chose lorsque, dans un discours de politique générale prononcé en 2008, il a décrit la société civile mondiale comme « l'une des trois principales sources de puissance et d'influence ». Il a même appelé de ses vœux la constitution d'une force de progrès fondée sur une « alliance entre l'influence de la société civile, la légitimité des institutions internationales et la puissance des gouvernements ».

L'équipe anglophone du *Yearbook* partage, certes, les préoccupations exprimées par plusieurs des contributeurs français à la présente édition quant à la légitimité et à la représentativité des individus et des organisations qui se piquent d'incarner la société civile mondiale. Nous considérons cependant que l'usage grandissant de cette expression favorise la diffusion d'une multiplicité de points de vue représentant différents courants d'opinion. Quand bien même celle-ci reste perçue comme étant dominée par les riches pays du Nord, la société civile mondiale suppose, par sa dénomination même, de reconnaître aux autres, les non-Occidentaux, les non-riches, un espace d'expression, et de faire en sorte que les victimes de la mondialisation ne soient pas moins

entendues que ses seigneurs. C'est à elles que le *Yearbook* entend donner, avec ses éditions en plusieurs langues et les différents événements qui accompagnent sa parution, une tribune d'expression.